

1/2019 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de janvier 2019

vendredi 1er février 2019, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale de janvier 2019 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique @diploweb](#) (+ de 12 400 followers)

De difficiles changements politiques

Au mois de janvier 2019, le scrutin présidentiel en République démocratique du Congo (RDC) est sous haute tension. Internet a été coupé au moment de la remontée des résultats des différentes régions... L'Union Africaine (UA) demande à ce que le nouveau président congolais soit bien celui sorti des urnes. L'après Kabila est un virage difficile à négocier. Il est remarquable que Joseph Kabila accepte de se retirer d'un pouvoir qu'il occupe depuis 2001. Son dauphin, Emmanuel Ramazani Shary est arrivé troisième de scrutin. Felix Tshisekedi, fils de l'opposant historique depuis Mobutu, est déclaré vainqueur par la Commission nationale électorale avec 35% des suffrages, mais l'autre opposant Martin Fayulu soutenu par des opposants écartés du scrutin comme Achille Bemba, revendique la victoire. [L'Église catholique](#), qui s'est posée comme garante de la bonne tenue des élections, affiche ses doutes sur la véracité des résultats, la France également, comme l'organisation de l'UA. Félix Tshisekevi, nouveau président de la république congolaise, a fait un malaise lors de son investiture officielle.

Le souverain thaïlandais, le sultan Muhammed V, a abdicé le 6 janvier 2019 après plusieurs semaines d'absence.

Le temps des investitures



[Au Brésil](#), le président Jair Bolsonaro a pris officiellement ses fonctions en janvier 2019.

Au Venezuela, Nicolas Maduro entame en janvier 2019 un nouveau mandat de six années. Très peu d'officiels se sont déplacés pour son investiture, si ce n'est les représentants du Nicaragua, de Bolivie ou d'Ossétie du Sud. Le pays est en plein marasme économique, politique et social, jetant des millions de Vénézuéliens sur les routes de l'exil. L'année 2018 a été celle d'une récession de 15% du PIB et d'une hyperinflation de 1 350 000% ... L'organisation des États américains (OEA) et les États-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de ce nouveau mandat au regard des conditions dans lesquelles se sont tenues le scrutin. Le président du parlement vénézuélien, Juan Guaidó, a été arrêté. Il est à la tête de la seule organisation qui s'oppose au pouvoir bolivarien. Libéré, il décide ensuite de se proclamer président par intérim, arguant d'une vacance du pouvoir, face à Nicolas Maduro nouvellement investi. Il devient le leader d'une opposition jusque-là très fragmentée. Le Venezuela traverse donc une crise politique majeure, et l'armée apparaît de nouveau comme un acteur essentiel du jeu politique interne.

Si [l'Union européenne](#) garde une position prudente face à cette récente évolution politique, [la Russie](#) a réaffirmé clairement son soutien au président Maduro qu'elle estime légitimement élu, comme la Chine, la Turquie, Cuba, la Bolivie ou le Mexique. En revanche, les États-Unis, le Canada, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, le Guatemala et une bonne partie de l'Amérique centrale soutiennent Juan Guaidó. Il faudra à ce dernier organiser au plus vite des élections pour gagner la bataille de la légitimité engagée avec Nicolas Maduro. [La Chine](#), quant à elle, s'oppose à « toute ingérence extérieure ».

Une Amérique ambivalente

[Les États-Unis de Donald Trump](#) affrontent en janvier 2019 le plus long *shut down* de l'histoire. Un million de fonctionnaires relevant de neuf ministères sont au chômage technique. Le bras de fer qui oppose le président au Congrès se noue autour du financement d'un mur entre le Mexique et les États-Unis pour lutter contre l'immigration illégale. Un accord a finalement été trouvé entre l'exécutif et le Congrès américain, mais seulement pour trois semaines. [Le président](#) envisage de recourir à la situation d'urgence qui lui donnerait les moyens de commencer à construire le mur anti-immigration en se passant de l'accord des parlementaires.

Anniversaire de la révolution castriste : cela fait soixante ans que Fidel Castro a pris le pouvoir à Cuba Le cœur est-il vraiment à la fête ?

Toujours la violence...

En janvier 2019, des touristes ont été assassinés à Gizeh en Égypte. En réponse le pouvoir a tué une quarantaine de djihadistes.

Dix gendarmes ont été tués au Burkina Faso, à la frontière avec le Mali. Celui-ci est de nouveau en proie à la violence jihadiste. Cette fois-ci, elle a ciblé des casques bleus de l'ONU.

Au Soudan, les manifestations se multiplient pour dénoncer l'inflation et les trop nombreuses pénuries. Les manifestants contestent même le président Omar el-Béchir.

Au Gabon, un coup d'État militaire avorté a failli coûter le pouvoir à Ali Bongo, en convalescence au Maroc depuis de nombreuses semaines après un AVC. La situation reste très tendue.

Au Kenya un attentat a provoqué la mort d'une vingtaine de personnes dans un complexe hôtelier à Nairobi.

Au Zimbabwe, une grève générale pour dénoncer la cherté de la vie a été violemment réprimée.

La Colombie renoue dramatiquement avec les attentats. Une voiture piégée a explosé devant une école de police à Bogota, ce qui rappelle les méthodes des Farcs.

Aux Philippines, près d'une vingtaine de personnes ont été tuées dans un attentat à Jolo, alors que le pouvoir a entamé un processus de paix avec la rébellion musulmane.

La planète cyber

[L'Allemagne](#) est en émoi en janvier 2019 après la révélation d'une nouvelle cyberattaque concernant les données personnelles de centaines de personnes politiques et publiques, dont celles de la chancelière Angela Merkel. Ce piratage serait passé par le cloud où sont stockées des données, ainsi que par les réseaux sociaux.

Désormais plus de 100 millions d'objets connectés (en anglais « Internet of Things », IoT pour Internet des objets) intègrent l'assistant vocal Alexa d'Amazon. Sachant que les objets connectés sont les principales failles utilisées par les hackers, les cyberattaques promettent d'être de plus en plus nombreuses...

Une nouvelle année pour l'Union européenne

La monnaie unique européenne est la première monnaie post-nationale au monde, elle fête ses vingt ans en janvier 2019. Cet anniversaire n'a pourtant pas donné lieu à beaucoup d'effusions. [Monnaie créée au 1er janvier 1999, elle devient une monnaie transactionnelle en 2002](#). Dix-neuf pays l'ont adoptée, comme 340 millions d'Européens qui y sont plutôt attachés. Alors, pourquoi ne pas fêter dignement les vingt ans de la monnaie unique ? Probablement parce que l'euro n'a pas tenu ses promesses. L'euro n'a pas apporté la prospérité attendue, ni la convergence des économies promise. Les matières premières restent cotées en dollars et certaines grandes entreprises européennes achètent et vendent en dollars, notamment dans

le domaine aéronautique. L'euro est à l'image de l'Europe communautaire, une œuvre inachevée.

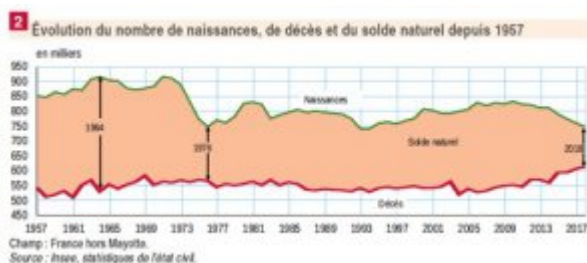
La présidence tournante de l'Autriche s'achève en janvier 2019 sur le constat d'une UE qui a rarement été aussi divisée, et cela même au-delà du Brexit. Un fossé réel sépare l'Ouest et l'Est sur les dossiers très sensibles de l'immigration, du droit de regard - ou non - de Bruxelles sur la politique menée par ses États membres, c'est-à-dire de leur souveraineté. Certains pays se revendiquent comme « illibéraux » comme la Hongrie de Viktor Orban, et plusieurs pays européens - dont l'Autriche - ont refusé de signer le pacte onusien sur les migrations.

Au 1er janvier 2019, la Roumanie prend, après l'Autriche, la présidence tournante de l'Union européenne pour le premier semestre 2019. C'est une première pour ce pays qui a adhéré à l'Union en 2007. La prise de fonction est tourmentée du fait de l'évolution de la législation roumaine qui permettrait une indulgence avec la corruption, ce que condamne la Commission européenne. La Roumanie sera en charge de plusieurs dossiers complexes : [le Brexit et les élections européennes du printemps 2019](#). Jean-Claude Juncker déclare « Bucarest n'a pas encore pleinement compris ce que signifie présider les pays de l'UE ».

Les négociations du Brexit restent toujours ardues, les parlementaires britanniques ont rejeté la proposition du premier ministre Theresa May. Un « no deal » est envisageable, comme un accord dans la dernière ligne droite qui nous sépare du 29 mars 2019, date butoir du Brexit. La reine Elisabeth II appelle ses sujets à l'entente et au respect mutuel.

En janvier 2019, l'Union européenne n'est pas parvenue à établir une « taxe GAFA » de 3% sur les revenus générés par la publicité, du fait du refus de l'Irlande, de la Suède et du Danemark et du très faible empressement allemand. Certains pays européens annoncent néanmoins de son application à leur échelle nationale, telle l'Autriche, l'Espagne ou la France.

L'Allemagne et la France ont signé le 22 janvier 2019 un traité d'Aix-la-Chapelle pour le 56ème anniversaire du traité franco-allemand de l'Élysée conclu par le général de Gaulle et le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer. Il s'agit de renforcer le tandem franco-allemand au sein d'une Europe communautaire malmenée. Ce traité annonce vouloir, à terme, intégrer davantage les économies française et allemande, multiplier les projets transfrontaliers entre les deux pays, parvenir à des positions communes au niveau diplomatique, envisageant même de permuter leur personnel diplomatique au sein des instances multilatérales comme l'ONU ou l'OTAN. La France ne veut pas céder son poste de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU - elle est une puissance nucléaire et dispose d'un réseau et d'un savoir-faire diplomatique qui font défaut à Berlin - mais appuiera vigoureusement l'Allemagne pour qu'elle y obtienne un siège. Ce traité affirme, enfin, une solidarité mutuelle en cas d'agression extérieure, engagement que l'on retrouve dans l'article 5 du traité de l'OTAN. Ce traité signé par Emmanuel Macron et Angela Merkel réaffirme leur volonté de progresser vers une Europe fédérale.



[En France](#), la natalité baisse pour la quatrième année consécutive. 758 000 naissances ont été enregistrées, pour un indice de fécondité s'établissant à 1,87 enfant par femme en 2018. Les générations ne sont donc plus renouvelées puisque le seuil de remplacement avoisine 2,1. Plusieurs éléments explicatifs peuvent être convoqués : un effet de pyramide des âges, les femmes en âge à avoir des enfants sont moins nombreuses, un recul de l'âge à la première maternité qui s'établit désormais à 30,6 ans. Le président F. Hollande (2012-2017) a modifié les conditions d'attribution des allocations familiales transformant en politique sociale une politique familiale qui avait pour but de soutenir la natalité française. Cette décision a créé une incertitude qui n'encourage pas les familles à avoir davantage

d'enfants car l'avenir est plus trouble. Le vieillissement de la population française continue, mettant davantage en péril le système de financement de retraite basé sur la démographie.

La Chine des exploits ?

En janvier 2019, la Chine a réussi l'exploit d'envoyer un engin spatial sur la face sombre de la lune.

La Chine vient d'enregistrer un nouveau record : celui de son excédent commercial avec les Etats-Unis qui s'élève à plus de 323 milliards de dollars, augmentant de 17% par rapport à celui de 2017... De quoi alimenter les tensions commerciales entre les deux premières puissances économiques de la planète.

[La Chine](#) semble cependant marquer le pas au niveau économique. On peut y voir plusieurs raisons. La croissance chinoise, qui devrait être d'environ 6,5% pour 2018, s'assagit, rien que de très normal. Elle est tirée vers le bas par des problèmes structurels que Pékin ne règle pas : le poids de la dette publique, à toutes les échelles, la bulle immobilière qui va finir par éclater, une méfiance grandissante des partenaires de la Chine qui ne croient plus à son émergence « pacifique ».

Un « grand jeu » aux confins de l'Asie ?

Les îles Kouriles demeurent en janvier 2019 une pomme de discorde entre Moscou qui les occupent actuellement et Tokyo qui les réclament. Les Russes renvoient le Japon à son attitude sur le dossier de l'annexion de la Crimée (2014), un donnant-donnant serait-il envisageable ?

Scott Morrison, premier ministre de l'Australie, s'est rendu en janvier 2019 dans les îles et archipels du Pacifique Sud (Vanuatu, Fidji...) pour réaffirmer la présence de son pays dans cette partie du monde où la poussée chinoise est plus que sensible. Pékin y déverse une manne financière en échange de leur soutien dans les institutions de la gouvernance mondiale mais aussi contre Taiwan, dont Pékin nie la légitimité de l'existence, voire la possible installation de bases militaires. Cette offensive dans le Pacifique Sud pourrait laisser présager d'une politique chinoise plus audacieuse dans d'autres régions du monde, où les Occidentaux sont plus influents comme l'Afrique ou le Moyen-Orient.

Bonnes nouvelles

En janvier 2019, l'opération de séduction « Choose France » auprès des investisseurs internationaux se concrétise par la signature d'une dizaine de contrats et donc des emplois en France. Les sommes en jeu sont pourtant cinq fois moindres que les investissements en 2018, le principal viendra d'une firme chinoise spécialisée dans la santé, Microport.

A Davos, près de cinquante pays envisagent en janvier 2019 de mettre en place une réglementation du commerce en ligne. Elle pourrait permettre une harmonisation et donc une sécurisation des contrats et signatures électroniques.

Pierre-Hugues Herbert et Nicolas Mahut ont remporté le double messieurs à l'Open d'Australie à Melbourne. C'est le dernier trophée qui manquait à la paire française pour réaliser, en plusieurs années, le « grand chelem ».

Copyright Janvier 2019-Degans/Diploweb.com

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par Diploweb pour la réussite aux concours.

. [Axelle Degans, "La synthèse de l'actualité internationale 2018. Réussite aux concours 2019 !" éd. Diploweb via Amazon](#)

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

Bonus Culture géopolitique.

Vidéo. Remise du 1er Grand Prix de l'Académie du renseignement

P.-S.

Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment auteure de : A. Degans, *Réussite aux concours 2019 ! La synthèse de l'actualité internationale 2018*, éd. Diploweb, via Amazon, 2019.